

« CRISE AU MOYEN-ORIENT, QUELS DÉFIS POUR LA FRANCE ? »

Sommaire

Introduction

par Marie-Françoise Bechtel,
Présidente de la Fondation Res Publica. 7

« ISRAËL, acteur du remodelage du Moyen-Orient »

par Denis Bauchard,
Conseiller pour le Moyen-Orient à l'Institut français des relations internationales (Ifri), ancien ambassadeur de France en Jordanie et au Canada, ancien directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère des Affaires étrangères..... 10

« L'impossible État palestinien »

par Jean Félix-Paganon,
Ancien ambassadeur de France au Koweït, en Afrique du Sud, en Égypte et au Sénégal, ancien directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère des Affaires étrangères 18

Avec la participation de

Jean-Paul Planchou,
Ancien député, ancien maire de Chelles.

Nicolas Normand,
Ancien ambassadeur de France au Mali, au Congo, au Sénégal et en Gambie.
Auteur, notamment, du « Grand Livre de l'Afrique » (Eyrolles 2022)

Jean de Gliniasty,
Ancien ambassadeur de France à Moscou (2009-2013), ancien Consul Général à Jérusalem, directeur de recherches à l'Iris, auteur, notamment, de « La Russie, un nouvel échiquier » (Eyrolles 2022), et de « France, une diplomatie déboussolée » (L'inventaire 2024).

Jean Mendelson,

Ancien ambassadeur de France à Cuba, ancien ambassadeur (pour l'Amérique latine et les Caraïbes) de la présidence française de la COP 21, ancien directeur des Archives diplomatiques.

Souâd Ayada,

Inspectrice générale de philosophie et ancienne présidente du Conseil supérieur des programmes.

Je suis très heureuse de vous voir ici réunis pour ce séminaire. Il donnera bien entendu lieu à un Cahier de la Fondation Res Publica qui sera largement distribué à la plus grande partie de la classe politique, de nombreux journalistes, éventuellement à des universitaires. Voilà donc le format dans lequel s'inscrit cette soirée où la parole est bien entendu tout à fait libre.

En l'absence conjoncturelle de notre Président fondateur qui vous salue tous et prendra attentivement connaissance de nos débats, nous abordons aujourd'hui une question dont il n'est pas besoin de souligner le caractère brûlant et sensible. Nous le faisons dans un format réfléchi et, je l'espère, adéquat, grâce à la présence d'éminents et « sachants » orateurs ainsi que de nombreux amis, notamment diplomates, qui nous ont fait l'amitié de nous rejoindre. Ces derniers, pour une large partie d'entre eux, ont d'ailleurs signé une tribune publique qui les honore, le 12 août dernier dans *Le Monde*¹, un texte qui a fait du bien à ceux d'entre nous qui ne pouvaient se résigner à une plus longue absence de notre pays, absence peut-être due à une introuvable solidarité européenne, jusqu'aux initiatives du mois dernier, sans oublier il est vrai la démarche commune avec le président égyptien et le roi de Jordanie² en avril 2024. Une position dont on ne saurait certes mésestimer la difficulté car nous ne sommes ni en 1967, ni en 1982, ni en 2000. Et notre fondation ne cherche pas une posture de donneur de leçons, surtout sur un sujet aussi sensible.

Sensible à bien des égards d'ailleurs et, sur ce point, il serait bon qu'à un moment du débat nous nous penchions sur la situation de plomb créée sur le plan intérieur pour notre pays en incluant les clivages possibles dans sa population et, peut-être, au-delà de notre pays, en Europe.

Il s'agit d'essayer de retrouver le chemin de la raison hors des contextes passionnels et ceci sans illusion sur le caractère provisoire, intermédiaire,

¹« Il est temps que la France reprenne l'initiative au Moyen-Orient » : l'appel de 35 anciens ambassadeurs, *Le Monde*, 12 août 2025.

²« L'appel de Macron, Al-Sissi et du roi Abdallah II pour un cessez-le-feu immédiat à Gaza », *Le Monde*, 8 avril 2024.

dirai-je, des temps que nous vivons depuis que les États-Unis ont, au moins à ce stade, sifflé la fin de la partie.

Ce court-termisme dans lequel nous sommes ainsi étranglés offre un contraste si fort avec l'ancienneté des questions posées depuis 1948 au moins, avant sans doute, qu'il y a là un premier défi. Défi que soulignait Henry Laurens, à l'occasion de l'exposition que l'IMA a consacrée en 2023 à la Palestine, redoutant « l'impossibilité de dépassement des conflits sur la Terre sainte, tant religieux et politique, sacré et nationalisme y sont liés ». Voilà au moins une vue qui n'est pas court-termiste. C'est un premier défi qui porte sur l'historicité même de la question israélo-palestinienne, son caractère non réglé et peut-être non réglable.

Je voudrais mentionner deux autres défis très importants.

En premier lieu, comment ne pas évoquer les atrocités sans précédent commises sur la population gazaouie, sans limites et, hélas, sans frein. Souffrances infligées à la population civile, enfants compris, contre toute règle de droit, et, dirai-je même, contre toute logique, sans apporter à la population israélienne le moindre bénéfice ni dans la crise des otages, ni dans sa sécurité à long terme, bien au contraire.

On ne pourra que saluer ceux des responsables, diplomates, intellectuels, humanitaires israéliens, auxquels on peut ajouter les démissionnaires de l'armée, y compris à des postes élevés, qui ces derniers mois ont publiquement pris des positions fermes contre la folle dérive menée par un gouvernement qui sera sans doute dans l'histoire celui qui aura fait le plus de mal à son pays.

Dernier défi, celui de la configuration nouvelle du Moyen-Orient telle qu'elle ressort de la phase actuelle : écrasement du Hezbollah, attaques contre l'Iran, montée des monarchies pétrolières et des États du Golfe, retour de l'Égypte et de la Turquie, absence de l'Europe... toutes ces données nouvelles sont à intégrer à l'analyse pour le poids respectif de chacune d'entre elles, que je ne prétends pas être aussi capable de mesurer que ne le feront les intervenants.

C'est d'ailleurs par ce troisième défi que nous allons commencer, en accord avec les deux intervenants dont les exposés appelleront des réactions de tous les « sachants », beaucoup plus éminents que moi, qui se trouvent dans cette salle.

Nous entendrons d'abord Denis Bauchard sur les aspects extérieurs au conflit interne, avec la politique de remodelage qui semble aujourd'hui en œuvre au Moyen-Orient.

Nous entendrons ensuite Jean Félix-Paganon qui se penchera plus précisément sur le conflit dit israélo-palestinien en lui-même.

Je donne donc la parole à Denis Bauchard, non sans le remercier de nous faire profiter d'une largeur et d'une profondeur de vues, auxquelles nous attachons ici beaucoup d'importance. Denis Bauchard est aujourd'hui conseiller pour le Moyen-Orient à l'Institut français des relations internationales (Ifri), ancien ambassadeur de France en Jordanie et au Canada, ancien directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère des Affaires étrangères, ancien directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères en 1996-1997. Parmi les nombreuses fonctions qu'il a exercées au service de l'État j'ai d'ailleurs noté qu'il a exercé aussi des fonctions économiques, ce qui n'est pas sans ajouter encore à la pertinence de ses propos.

Auteur de plusieurs ouvrages, notamment *Le nouveau monde arabe entre enjeux et stabilité* (2012, éd. André Versaille), vous avez codirigé *La démocratie est insoluble dans l'islam* (CNRS Sciences po, 2007). Vous avez récemment fait dans le Ramsès 2026 (Ifri) un panorama raccourci et saisissant que vous avez intitulé *Le Moyen-Orient après le 7 octobre*³, dans lequel vous pointez ce que vous nommez les sept fronts sur lesquels se fait, ou se fera peut-être, le remodelage du Moyen-Orient. Vous traitez aussi des relations diplomatiques entre la France et Israël dans un article à paraître dans la *Revue Esprit*⁴.

C'est donc d'abord à partir de votre vue vaste des choses que nous allons aborder notre propos de ce soir

³Denis Bauchard, « Le Moyen-Orient après le 7 octobre : vers l'embrasement ? », dans IFRI, *Ramsès 2026*.

⁴Denis Bauchard, *France-Israël, une relation en tensions*, Revue Esprit novembre 2025.

ISRAËL, acteur du remodelage du Moyen-Orient.

Merci de vos propos. Merci d'avoir rappelé ma carrière qui est effectivement quelque peu insolite. En effet j'ai passé dix-huit ans au ministère des Finances, en particulier à la direction du Trésor, avant de bifurquer vers le Quai d'Orsay à la suite de différentes péripéties. Mais dans le cadre du ministère des Finances j'ai eu des fonctions à caractère diplomatique comme attaché financier pour les pays du Moyen-Orient, basé à Beyrouth mais qui avait une compétence régionale qui s'étendait de la Turquie à l'Éthiopie et de la Grèce à l'Afghanistan, puis comme ministre-conseiller pour les questions économiques à la représentation permanente à New-York. Quelques décennies plus tard, quand on m'a demandé où je souhaiterais partir comme ambassadeur, le Moyen-Orient s'est imposé naturellement. J'étais effectivement tombé dans la potion magique. Et j'ai retrouvé le Moyen-Orient d'abord comme ambassadeur en Jordanie puis comme directeur d'Afrique du Nord – Moyen-Orient et enfin comme Président de l'Institut du monde arabe. Je continue à me rendre très fréquemment – j'y suis allé encore récemment – dans cette région fascinante qui interpelle le chercheur et a impacté profondément ma carrière diplomatique et personnelle.

Jean Félix-Paganon et moi-même nous étant donc réparti les rôles, j'aborderai pour ma part, pour l'essentiel, les relations d'Israël avec les pays du Moyen Orient. Pour assurer sa sécurité, l'État hébreu a en effet poursuivi, de façon continue et déterminé un double objectif : affaiblir ses voisins immédiats et élargir son assise territoriale.

Israël, dès son origine a été obsédé par sa sécurité. Les raisons en sont compréhensibles. À la suite du plan de partage de 1947 et de la résolution de l'ONU 181, il y a eu un état de guerre. Les pays arabes refusent le plan de partage estimant que celui-ci était très favorable à Israël auquel étaient attribués les deux-tiers du territoire pour un tiers laissé à la partie arabe. Depuis la guerre d'indépendance de 1948 qui s'est terminée au profit d'Israël, cette obsession de la sécurité n'a pas cessé de préoccuper Israël et son opinion publique. Ils le sont d'abord pour des raisons démographiques, la population israélienne étant

minoritaire sur un territoire exigu par rapport aux pays voisins et même par rapport à la population arabe résidant sur le sol de la Palestine historique. Israël, se présente volontiers comme David entouré par Goliath représenté par les millions d'Arabes vivant à proximité. Il a cherché ainsi à assurer sa sécurité à la fois par la diplomatie et par la guerre.

L'obsession de la sécurité

La menace telle qu'appréciée par les autorités israéliennes, a évolué. Ce furent d'abord des menaces provenant de pays voisins, la Jordanie la Syrie mais également le Liban ou Égypte, où s'étaient réfugiés de nombreux Palestiniens. Mais depuis la fin des années 1990, la menace a été ressentie comme plus large. M'étant rendu en Israël et dans les territoires palestiniens en 2006, juste après la « guerre des 33 jours », j'avais été frappé de voir que, pour Israël, le problème palestinien était réglé. Les *think tanks* israéliens, que j'avais pu visiter, considéraient que les affrontements avec les Palestiniens relevaient d'un « conflit de basse intensité » qu'on pouvait régler par des moyens de nature policière et, de temps en temps, pour reprendre l'expression utilisée par l'armée israélienne, en allant « tondre le gazon » à Gaza. On mettait en avant que le problème était désormais la « menace existentielle » que représenterait l'Iran. Ainsi pour Israël le problème de sécurité s'était en quelque sorte déplacé des Arabes les plus proches, à commencer par les Palestiniens, vers des ennemis plus lointains comme l'Iran. Il est assez étonnant de voir que le document de l'*Institute for National Security Studies* (INSS) – grand *think tank* israélien très proche de l'establishment – sur la stratégie nationale d'Israël dont la dernière version date de 2020, considérait que les menaces qui pesaient sur Israël venaient essentiellement d'Iran à travers le nucléaire et les missiles – alors que l'Iran ne dispose d'aucun arsenal nucléaire – et également du mouvement BDS (*Boycott, Désinvestissement et Sanctions*). On peut noter qu'il n'y a pas un mot sur une menace que pourraient représenter les Palestiniens. En quelque sorte, le problème palestinien faisait l'objet d'un déni.

Il est clair que le 7 octobre 2023 a modifié brutalement la perception de la menace. Au lendemain de l'attaque terroriste, Benjamin Netanyahou a dessiné comme objectif la victoire totale sur le Hamas et le développement d'une guerre sur sept fronts, y compris l'Iran.

Israël entre guerres et diplomatie

Pour assurer sa sécurité, Israël a utilisé tour à tour voire en même temps la guerre et la diplomatie.

Depuis 1947 on peut considérer qu'Israël a été impliqué dans quinze conflits, certains contre les Palestiniens, d'autres contre ses voisins, le plus souvent à son initiative au cours des dernières décennies. Le voisin qui pouvait apparaître le plus menaçant était l'Égypte de Nasser puis d'Anouar el-Sadate. Les accords de Camp David du 17 septembre 1978 ont abouti à un traité de paix qui n'a jamais été remis en question. Après la conquête de la Cisjordanie en 1967, la relation avec la Jordanie n'a été belliqueuse que par intermittence, à l'occasion d'attaques de groupes palestiniens pouvant venir de son territoire S'agissant du Liban, l'armée israélienne est intervenue à de nombreuses reprises. Le Sud – Liban a été occupé pendant 22 ans, de 1978 à 2000 ; en 1982 l'opération Paix en Galilée mène Tsahal jusqu'à Beyrouth. En 1996, l'opération « Raisins de la Colère » conduit à une nouvelle intervention. Plus récemment, en 2006, « la guerre des 33 jours » se serait terminée, selon le chef du Hezbollah Hassan Nasrallah, par une « victoire divine ». En effet cette guerre n'a pas eu le succès escompté et la menace que fait peser le Hezbollah sur le nord d'Israël n'a pas été écartée. À la guerre, se sont ajoutées des actions plus politiques ou diplomatiques. Israël s'est ainsi appuyé sur une fraction des chrétiens libanais, en particulier le clan de la famille Gemayel qui a fait élire successivement Bachir, puis après son assassinat Amine, avec lequel un accord de paix avec Israël signé en 1983 n'a jamais été appliqué.

La Syrie était également un champ où la guerre pouvait apparaître mais de façon plus intermittente avec des actions ponctuelles. Des liens auraient été créés très vite avec les Kurdes syriens – comme d'ailleurs avec les Kurdes irakiens – conçus comme un moyen, sinon de déstabiliser, au moins de provoquer des problèmes aux autorités syriennes. Mais, avec Hafez el-Assad et Bachar el-Assad, Israël avait finalement son meilleur ennemi. En dépit des propos violemment anti-israéliens, tenus par ceux-ci, le calme a régné sur le front syrien.

Des actions guerrières ont également ciblé l'Irak, dont la plus connue est la destruction en 1981 du réacteur nucléaire Osirak, construit par la France. En 1990-1991, une situation de guerre avec l'Irak, avec les Scuds lancés depuis l'Irak mais qui n'ont pratiquement provoqué aucun dégât en Israël.

À la guerre s'est ajoutée la diplomatie, aussi bien en direction de l'Europe que des Etats-Unis. L'allié privilégié fut d'abord la France sous la IV^{ème} République, avec une coopération étroite dans tous les domaines, y compris militaire. Celle-ci a persisté dans une certaine mesure avec la V^{ème} République jusqu'en 1967. Les États-Unis qui, en quelque sorte, ont pris le relais de la France, avec un soutien sans faille, notamment en la personne de Donald Trump salué par le Premier ministre israélien, comme le « meilleur président pour Israël ».

Avec la Jordanie, la diplomatie a en définitive prévalu avec la signature du Traité de paix de 1994. Il en est de même, avec l'appui du président Trump lors de son premier mandat, de la signature des accords d'Abraham avec notamment certains pays du Golfe comme les Émirats arabes unis et Bahreïn dont l'extension semble pour l'instant suspendue depuis la guerre de Gaza

À l'égard de l'Iran, Israël a joué tant sur les tableaux militaires que diplomatiques. Israël a manié d'abord la guerre de l'ombre : depuis les années 1990 s'est développée une combinaison de cyber guerre, à travers notamment le ver informatique *stuxnet* qui a perturbé le fonctionnement des centrifugeuses iraniennes, d'assassinats ciblés visant en particulier des scientifiques iraniens, de soutien à des mouvements irrédentistes, notamment kurdes mais également baloutches, parfois à des sabotages ponctuels, y compris d'installations nucléaires, notamment à Natanz.

Par-delà cette guerre de l'ombre, s'est développée ensuite une guerre contre les « proxys », en priorité la guerre contre le Hezbollah, avec comme objectif de la part d'Israël de sécuriser sa frontière Nord de son territoire. Après le 7 octobre 2023, environ 80 000 habitants vivant à proximité de la frontière libanaise ont été ainsi déplacés. Le Hezbollah constitue une cible prioritaire, d'autant que le mouvement dispose d'effectifs importants – de 30.000 à 40.000 combattants dotés d'un armement fabriqué localement, notamment des drones, mais également d'armes plus sophistiquées, en particulier de missiles à moyenne portée, venant d'Iran. Après la guerre indécise des Trente-trois jours, Israël a pris sa revanche en décimant les cadres du Hezbollah et en détruisant une grande partie de son armement comme dans ses structures.

Mais la diplomatie a été également utilisée à l'égard de l'Iran par exemple en exerçant de fortes pressions pour que Donald Trump dénonce l'accord nucléaire du JCPOA de juillet 2015 puis à l'égard de Joe Biden pour qu'il durcisse les termes d'un possible accord lors de la reprise des négociations en 2021.

La dernière phase de cet affrontement est « la guerre des 12 jours, ». Pour la première fois, Israël a attaqué directement et ouvertement le territoire iranien, visant les sites nucléaires, avec un succès qui semble mitigé. Les installations semblent plus endommagées que détruites et le stock de 400 kilos d'uranium enrichi a été sauvé par les autorités iraniennes.

Des puissances régionales inquiètes face à l'hubris israélienne

Les pays du Moyen-Orient voient avec inquiétude cette politique d'Israël qui mélange diplomatie et guerres et qui s'est amplifiée depuis le 7 octobre 2023. Elle s'accompagne d'une volonté proclamée de remodeler le Moyen-Orient. En effet depuis déjà quelques années les puissances régionales entendent affirmer une autonomie stratégique qui s'accompagne du « multi-alignement », avec une prise de distance vis à vis des États-Unis dont ils mettent en doute la crédibilité à assurer leur propre sécurité. Avec sa volonté de remodeler le Moyen-Orient, comme l'a dit explicitement le Premier ministre Netanyahu, Israël apparaît comme un élément de trouble sur l'ensemble de la région. Cette hubris guerrière inquiète tous les pays, y compris les pays du Golfe qui ont les meilleures relations avec les États-Unis ou qui avaient commencé à établir de bonnes relations avec Israël.

Ceci est vrai de la Turquie qui, bien que membre de l'OTAN, a maintenant avec la Russie des relations assez étroites, à la fois diplomatiques et militaires. Elle a joué un rôle important à travers les événements qui viennent de se dérouler en Syrie. En effet, elle a toujours suivi de près la situation en Syrie, en raison de la tentative des Kurdes syriens, dirigés par le Parti de l'union démocratique, le PYD, émanation du PKK turc, qui vise à instaurer un territoire autonome, le Rojava. La Turquie est donc devenue un acteur important qui, sur cette partie du Moyen-Orient, se trouve en confrontation directe avec Israël compte tenu également de ses affinités avec les Frères musulmans et donc avec sa branche palestinienne, le Hamas.

S'agissant des pays du Golfe il est intéressant de voir qu'avant même le 7 octobre s'étaient développées des relations de bon voisinage entre l'Iran et la plupart des pays du Golfe, notamment avec l'Arabie saoudite, à travers une médiation chinoise inédite qui a conduit à la normalisation des relations après la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. Le Royaume se tourne vers les BRICS bien qu'elle n'ait pas encore totalement avalisé l'adhésion qui lui a été proposée. Elle est devenue également « partenaire du dialogue » avec l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Par ailleurs, l'Arabie saoudite entend poursuivre un programme nucléaire civil malgré les fortes réticences israéliennes. Elle le fait en coopération avec les États-Unis mais éventuellement sans ceux-ci si besoin est. Elle vient de compléter et préciser son accord de défense mutuelle avec le Pakistan. Qui comporte un volet nucléaire. Il s'agit vis à vis d'Israël d'un signal très clair. Par ailleurs l'Arabie saoudite a développé des relations non seulement économiques mais politiques avec la Chine, son premier client – et de loin – mais également avec la Russie. Le fait que pour la première fois un roi d'Arabie saoudite se soit rendu à Moscou et à Pékin confirme cette nouvelle orientation. En outre, il existe avec la Russie une étroite concertation dans le cadre de l'« OPEP + » pour influencer le marché des hydrocarbures. Il s'agit d'une évolution intéressante qui va sans doute s'accroître dans les années qui viennent. Les autres pays du Golfe, en particulier le Qatar et les Émirats arabes unis, mènent une politique un peu comparable

Quant à l'Iran, affaibli à la suite de son affrontement avec Israël, il essaie de faire face à la situation actuelle, à la fois en se tournant davantage vers la Chine qui absorbe l'essentiel de sa production pétrolière en contournant les sanctions et, sur le plan politique, en renforçant ses liens avec la Russie. On pourra noter que cette coopération a une dimension militaire : l'Iran a contribué à la construction d'une usine de drones de type Shahed, qui sont utilisés intensivement par la Russie en Ukraine.

Ainsi l'hubris israélienne, a renforcé le basculement stratégique qui était en cours avec un développement de l'influence russe depuis le début des années 2000 et également avec la Chine qui, à partir de Xi Jinping a affirmé son intérêt pour le monde arabe sur la base d'un document dit *Arab Policy Paper* de 2016 : la Chine est maintenant très présente non seulement économiquement mais

politiquement au Moyen-Orient. L'inquiétude suscitée par la politique israélienne ne peut que renforcer cette évolution.

En conclusion on soulignera que la situation reste très fluide. Trump va-t-il réengager durablement les États-Unis au Moyen-Orient ? Après le cessez-le-feu à Gaza va-t-il revenir vers le pivot Pacifique ? Que va-t-il se passer s'agissant du nucléaire iranien ? L'Iran va-t-il subir une nouvelle attaque israélienne, avec ou sans le soutien et l'accord des États-Unis ? Devant la démarche parfois quelque peu erratique de Trump et la situation politique intérieure en Israël tout peut arriver. En fait au Moyen-Orient, la seule certitude c'est l'incertitude.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci beaucoup.

Est-ce à dire que vous regardez le plan Trump, l'énorme « paquet » qui est devant nous, comme quelque chose de superficiel, proche de l'évanouissement dans le temps d'une certaine manière ? Vous avez notamment marqué l'intérêt de la Chine pour le Moyen-Orient, point qu'on ne soulève pas très souvent. Avez-vous voulu dire par là qu'il n'était pas tellement nécessaire finalement d'analyser le plan Trump qui se contente de viser la richesse du (et par le) Moyen-Orient, grâce à quelques proches tels son gendre Jared Kushner ? En effet, persuadé que les pays sont contents de s'enrichir, il pense régler la question par l'économie si ce n'est même par les flux financiers générés par les investissements futurs. Est-ce en réalité quelque chose de superficiel ?

DENIS BAUCHARD

L'échange de prisonniers palestiniens contre les otages, qui a contribué à un apaisement provisoire sur Gaza, était un élément positif. Contrairement à certains commentateurs, je pense qu'il ne s'agit pas de diplomatie à proprement parler. Trump a tordu le bras à Benjamin Netanyahu en lui intimant d'accepter un cessez-le-feu. Il a fait la même chose avec le Hamas mais le problème,

paradoxalement, était plutôt du côté israélien. Mais les États-Unis ont suffisamment de leviers pour contraindre un Premier ministre israélien à respecter ce qui était une instruction. Ce n'est donc pas un succès diplomatique mais un succès de rapport de forces. Mais, par-delà ce cessez-le-feu, la question palestinienne reste entière. La perspective d'un État palestinien reste pleine d'incertitudes. La situation en Cisjordanie se dégrade de plus en plus. Il reste donc beaucoup à faire. Une évolution possible est que Donald Trump, considérant qu'il a « fait le job », va se tourner vers d'autres problèmes, par exemple faire la guerre au Vénézuéla ou revenir, comme il a dit qu'il le ferait, vers le pivot Pacifique. Pour l'instant il ne s'est pas beaucoup occupé de la Chine, qui paraissait cependant prioritaire.

Le problème palestinien reste entier, avec tous les risques de dérapages, avec le risque de nouvelles incursions israéliennes et de nouveaux développements militaires, non seulement sur Gaza mais aussi sur la Cisjordanie.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci. C'était très clair et ceci fait une transition toute naturelle vers le deuxième intervenant, qui, se centrant peut-être plus directement sur le conflit israélo-palestinien, va nous livrer maintenant son analyse.

Jean Félix-Paganon est ancien ambassadeur de France au Koweït, en Afrique du Sud, en Égypte, au Sénégal puis en Gambie et ancien directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère des Affaires étrangères.

L'impossible État palestinien

Merci beaucoup.

Je commencerai peut-être par deux petites réserves :

D'abord vous êtes fort aimables de m'inviter mais je ne suis pas un expert. En tout cas, si jamais j'ai pu l'être je ne le suis plus. J'ai quitté l'Égypte il y a onze ans, j'ai quitté le Département il y a sept ans, donc je ne suis désormais qu'un observateur intéressé mais lointain.

La deuxième remarque, c'est qu'après les deux années que nous venons de vivre, le risque est grand d'être un peu emporté par des sentiments. Aussi m'efforcerai-je d'être le plus analytique possible parce que la dénonciation n'est pas, je crois, l'objet de notre réunion.

J'articulerai mes propos sur une idée simple qui va à l'évidence à contre-courant et me paraît totalement incontestable, ce que j'essaierai de démontrer : il n'y aura pas d'État palestinien, il faut le dire, le répéter.

Pourquoi ?

La première raison est la réalité sur le terrain : la colonisation a d'ores et déjà rendu impossible la création d'un État palestinien.

Le côté multiforme, divers, de cette colonisation est un des éléments importants de sa force.

À la colonisation messianique (Jérusalem), à la colonisation stratégique (le Golan, les rives du Jourdain, là où l'armée a décidé de rester quoi qu'il advienne, non pour des motivations religieuses, idéologiques, mais pour des raisons de sécurité) s'ajoute la colonisation « urbanistique ». Rarement évoquée, elle est pourtant très importante. C'est celle qui, numériquement, est la plus significative. Le manque de terrain sur le territoire actuel d'Israël, le coût très élevé de l'immobilier expliquent l'acquisition de territoires en Cisjordanie sur lesquels on construit de gigantesques projets immobiliers. On sort des petites colonies de peuplement qui, dans certains cas, peuvent atteindre plusieurs centaines

d'habitants, et on parle de gigantesques programmes immobiliers reliés au centre de Jérusalem par des routes entièrement protégées, grillagées de chaque côté, avec tout ce qu'il faut de sécurité (radars, etc.). Ces gens n'ont absolument pas l'impression d'être des colons, ils ont simplement acquis un appartement beaucoup moins cher, en dehors de l'État d'Israël. Il n'y a pas de HLM sur le territoire israélien mais, en revanche, en Cisjordanie, le gouvernement israélien finance des HLM. Donc ces gens n'ont pas l'impression d'être des colons mais, simplement, de vivre dans une sorte d'espace indéfini et de rejoindre, tous les jours, en 25 minutes, leur travail.

Dernière forme de colonisation, qu'on pourrait appeler la « colonisation fanatique » est le fait des « fous des collines » : ces jeunes vont s'installer sur une colline, en chassant les quelques bédouins qui y vivent. Complètement en marge de la société israélienne, ils contestent la validité de la Constitution de l'État d'Israël. Pour eux la seule constitution acceptable est la Torah ce qui est comme un miroir de l'islamisme et la Charia.

On compte aujourd'hui au moins 700 000 colons en Cisjordanie. Plus de 150 colonies de peuplement officielles et 150 postes de colonies informelles. Sur la carte, la Cisjordanie ressemble de plus en plus à une peau de léopard, avec des tâches noires de plus en plus nombreuses et de plus en plus grandes. Elle est, de surcroît, désormais coupée en deux par un réseau de colonies.

Qui peut imaginer une seconde que le gouvernement israélien fera sortir, lors de la création d'un hypothétique État palestinien, 700 000 colons ? Qui peut imaginer que si des colons devaient rester dans un État palestinien, ces citoyens israéliens seraient soumis à la justice palestinienne en cas de crime ou de différend civil ? Toute idée d'un État avec une pleine souveraineté sur le territoire qui lui a été accordée, avec une continuité territoriale, est désormais complètement impossible.

En conclusion, du seul point de vue de la colonisation, la création d'un État palestinien est désormais impossible.

S'y ajoute la volonté déterminée du gouvernement israélien. Maintenant les choses sont claires : Netanyahu et la grande majorité de son gouvernement rejettent toute perspective de création d'un État palestinien. On pourrait objecter que les gouvernements changent, que suite à de nouvelles situations politiques un gouvernement israélien pourrait accepter à la fois la création d'un État palestinien et les conséquences que cela emporte en ce qui concerne la

« décolonisation ». Mais il me semble que le problème de la volonté du gouvernement israélien ne se résume pas à celle de M. Netanyahu, les choses viennent de beaucoup plus loin. Un petit retour sur l'Histoire montre une remarquable continuité depuis les fondateurs du sionisme jusqu'à Netanyahu, continuité qui confirme que les perspectives d'évolution d'un pouvoir israélien sont très faibles.

Dans la chronologie de l'occupation de l'ensemble du territoire de la Palestine mandataire par Israël, je retiendrai cinq moments :

Le premier moment est celui du sionisme originel. Tout le monde sait qu'il y a eu débat au sein du mouvement sioniste à ses débuts. Les libéraux pensaient que c'était une très mauvaise idée d'aller en Palestine ou dans tout autre territoire déjà peuplé, avec les recherches d'options un peu farfelues (Patagonie, territoires africains). Les religieux, pensant que le retour sur la Terre promise ne saurait être une entreprise humaine, que seul Dieu ramènerait les juifs en Israël, étaient opposés à un retour en Palestine. Mais les éléments majoritaires et les grands responsables du mouvement sioniste (Theodor Herzl, Chaïm Weizmann) étaient clairement pour un retour en Palestine, évacuant le problème des populations qui y résidaient. La question était littéralement escamotée.

Le deuxième moment est la Déclaration Balfour (1917) qui comportait toute une série d'étrangetés.

D'abord sa nature : ce n'est pas un document diplomatique officiel, mais une prise de position personnelle, informellement endossée par le gouvernement britannique. C'est un simple échange de lettres entre Lord Rothschild et Lord Balfour. Lord Rothschild avait envoyé un premier projet à Lord Balfour, dans lequel figurait l'établissement d'un foyer national juif mais où il n'y avait aucune mention des Palestiniens. C'est le *Foreign Office* qui avait rajouté le petit déclinatoire disant que l'établissement de ce foyer national juif était évidemment « sans préjudice » des droits des populations qui étaient présentes en Palestine.

Autre étrangeté, là aussi souvent oubliée, ignorée : Lord Balfour était antisémite. Outre des convictions religieuses singulières, il pensait qu'il y avait trop de Juifs en Europe et, en particulier, déplorait l'arrivée de nombreux Juifs d'Europe centrale en Angleterre. S'en débarrasser en les envoyant au Moyen-Orient dans leur Terre promise lui semblait une bonne solution.

Troisième moment, le plan de partage.

Denis Bauchard l'a rappelé, le plan de partage endossé par les Nations Unies – référence juridiquement incontestable – est malheureusement, sur le fond, dans la réalité démographique et pour tenir compte des réalités du terrain à cette époque-là, profondément inégal. En gros 60 % de la population est arabe et ne dispose que de 40 % du territoire. Les proportions sont inverses pour les Israéliens.

L'attribution du Néguev, souvent négligée, paraît singulièrement inutile. L'État israélien tel que proposé par le plan de partage n'était pas un État enclavé, il avait un large accès à la mer Méditerranée. Quelle était la nécessité impérieuse de lui donner l'ensemble du Néguev et un accès à la Mer Rouge ? Eilat n'était à l'époque qu'un tout petit avant-poste à côté d'Aqaba, elle-même une minuscule bourgade. La conséquence de cette attribution du Néguev, où il n'y avait pratiquement aucun Juif, est de couper l'Égypte de l'ensemble du « croissant fertile », c'est-à-dire que cette continuité géographique, qui n'impliquait pas une formidable intensité d'échanges mais existait depuis toujours (il y avait historiquement un *continuum* entre le monde égyptien, le monde nilotique, et le « croissant fertile ») se trouve soudain bouclé par le plan de partage et l'attribution du Néguev.

Enfin, dernier point, le *corpus separatum* pour Jérusalem qui, d'un certain point de vue, est aussi inacceptable pour les Arabes que pour les Juifs et qui va être vécu aussi douloureusement par les Arabes que par les Juifs.

On connaît l'histoire : refus par les Arabes, sans grande surprise compte tenu de l'inégalité du plan de partage mais aussi de l'illusion qu'avaient les gouvernements arabes qu'ils avaient une grande supériorité militaire et qu'ils allaient facilement remporter un conflit.

Il est intéressant de voir ce qu'était alors l'attitude des Israéliens. La chose est maintenant parfaitement documentée. Ben Gourion n'était pas du tout satisfait de ce plan de partage qu'il trouvait insuffisant. Mais, estimant que c'était mieux que rien, il l'a accepté. Toutefois, dans son esprit, c'était une acceptation purement tactique et non définitive. D'abord il permettait la proclamation de l'État d'Israël, ce qui était fondamental. Pour la délimitation des frontières de cet État, on verrait... C'était très bien d'empocher ce que donnait le plan de partage et si les circonstances pouvaient faire que ce fût mieux on en profiterait. Il faut bien noter, parce que cela va avoir des conséquences, que sur cette question il y

a une continuité remarquable : on retrouvera plus tard au pouvoir Menahem Begin et Yitzhak Shamir, membres du groupe Stern, qui furent alors farouchement opposés à l'acceptation du plan de partage,

Quatrième moment : la Nakba.

Comme dans toutes les situations de conflit, des populations civiles ont tendance à fuir. Il y a donc certainement un mouvement naturel de panique. Il y a aussi la responsabilité des élites palestiniennes qui, dès 1948, quittent la Palestine, laissant une société profondément désemparée. Mais le facteur principal de l'ampleur de la Nakba a été une volonté systématique, ordonnée, cohérente de l'armée israélienne, la Haganah, pour faire partir toutes les populations des territoires à mesure qu'elle les contrôlait. C'est maintenant abondamment documenté, notamment par les chercheurs israéliens. Il y a eu une politique systématique d'évacuation, parfois simplement par l'intimidation, d'autres fois par des actes tout à fait condamnables. Et des zones qui étaient entièrement arabes, comme Haïfa, comme Jaffa, ont été vidées de leur population arabe. Deir Yassin (9 avril 1948) n'est pas un accident. On a souvent présenté Deir Yassin comme un petit incident local imputable à un officier qui aurait outrepassé ses instructions... Non ! Maintenant les choses sortent, notamment des archives israéliennes, et on commence à comprendre très clairement le déroulement de la Nakba. Avec une exception d'ailleurs très intéressante : la Galilée a été très peu affectée par la Nakba, sur instruction de Ben Gourion. En effet en Galilée vivaient de nombreux chrétiens et Ben Gourion s'est préoccupé de la réaction des Occidentaux si on commençait à évacuer ces chrétiens. C'est pourquoi la Galilée a été relativement épargnée. C'est d'ailleurs c'est la zone dans laquelle il y a aujourd'hui le plus de citoyens israéliens d'origine arabe.

Dernier point : le « Processus ». Ah, le Processus ! Le Processus c'est formidable, c'est ce qui permet l'accélération exponentielle de la colonisation.

Après et malgré le traité de Washington, qui mentionne explicitement la question de la colonisation, on assiste à une explosion de la colonisation. En effet, le gouvernement travailliste israélien, qui se sent probablement dégagé de toute préoccupation stratégique puisque l'Égypte est désormais en paix avec Israël se met à faciliter de façon systématique la colonisation.

Il en est de même à Oslo. Mais à Oslo, où Arafat semble très pressé de conclure, on ne parle pas de la colonisation. Là encore, après Oslo, les chiffres de création

de colonies sont très parlants. On pourrait d'ailleurs, de façon très intéressante, établir cette corrélation entre les différents moments du « Processus » et l'explosion de la colonisation. Ce qui montre à mon avis en creux que l'idée d'un partage territorial comme base d'un accord de paix définitif avec les Palestiniens est totalement étrangère à l'esprit des responsables israéliens. Et, je le répète, il ne s'agit pas uniquement de Begin, de Shamir, de Netanyahou, il s'agit aussi des responsables travaillistes.

À partir de là comment peut-on envisager l'avenir ?

Je partirai du résumé du conflit israélo-arabe le plus intelligent, le plus pertinent et le plus bref que je connaisse qui est celui de Simon Malley : « Les sionistes veulent trois choses. Ils veulent un État juif, ils veulent la terre, c'est-à-dire l'ensemble de la Palestine, et ils veulent la démocratie. »

Le problème est qu'il est impossible d'avoir ces trois choses en même temps. Si on en a deux la troisième devient impossible :

Si on a l'État juif et la démocratie on est condamné à la solution des deux États, car cela implique de renoncer à la terre.

Si on a la terre et la démocratie on ne pourra plus avoir l'État juif. Dans un État avec l'ensemble de la Palestine mandataire entièrement démocratique – une voix, un citoyen – c'est la fin de l'idée d'un État juif.

Si l'on veut la terre et l'État juif il faut faire une croix sur la démocratie. C'est la situation que nous connaissons actuellement. Israël est incontestablement un État démocratique pour les citoyens israéliens. Mais le comportement et l'action du gouvernement israélien dans les territoires occupés est en violation – cela a été dit et redit – de toutes les normes du Droit international et notamment des responsabilités de la puissance occupante. Israël est encore puissante occupante en Cisjordanie. L'autorité palestinienne n'est pas un État. En l'absence d'un État palestinien Israël reste puissance occupante. À Gaza, la responsabilité d'Israël, en tant que puissance occupante, était de protéger les populations civiles et de ne pas affecter la réalité humaine et sociale des territoires occupés...

Face à ce constat quelles sont les possibilités pour le gouvernement israélien ?

Israël semble à la fois victorieux et dans une impasse. Le refus de l'État palestinien les renvoie à la nécessité de gérer dans l'espace de Palestine mandataire une population où il y a autant de Juifs que d'Arabes.

Il peut y avoir la tentation de l'annexion pour clarifier les choses. Mais l'annexion, qui est évoquée de façon de plus en plus ouverte par les membres du gouvernement israélien, voire par Netanyahou qui dit hésiter, se heurte visiblement à deux objections.

D'abord une réprobation internationale. Israël sait gérer les réactions internationales mais les risques de perte massive de soutiens existeraient alors. Israël aurait de ce fait la nécessité d'assurer les conditions de vie décentes des populations dont il aurait la responsabilité. On peut imaginer que dans un tel cas les donateurs qui portent à bout de bras l'autorité palestinienne retireraient tout ou partie de leur soutien, laissant au gouvernement israélien la responsabilité de l'ensemble des populations vivant dans la Palestine mandataire.

Et puis, surtout, le risque que la lutte ou la revendication palestinienne se déplace d'une revendication nationale à une revendication citoyenne. C'est-à-dire que ces « Arabes » annexés demandent l'égalité des droits. On déboucherait donc, pour un gouvernement israélien qui procéderait à l'annexion, sur le risque potentiel de se trouver dans une situation qui ressemblerait à celle qu'ont connue les Afrikaners en Afrique du Sud, c'est-à-dire avec une énorme population qui revendique des droits civiques.

Pour éviter une telle évolution il y aurait la solution qui serait de faire une deuxième Nakba. On a tendance à hausser les épaules : c'est inconcevable ! face à cette hypothèse évoquée par les membres les plus extrémistes du Gouvernement. Je pense qu'il faut se méfier, nous sommes dans un monde où l'inconcevable, l'impensable, peut devenir une option. Mais il y a quand même au moins trois considérations qui rendent une nouvelle Nakba difficile à réaliser :

La première est que le contexte international a complètement changé. En 1949 on venait de connaître des transferts de population massifs à travers toute l'Europe. On avait déplacé des centaines de milliers d'Allemands de Tchécoslovaquie, de Pologne, vers l'Allemagne, de Polonais à partir de la Biélorussie et de l'Ukraine vers la Pologne. À l'époque les transferts de population étaient perçus positivement car, l'origine des conflits étant attribuée aux minorités, supprimer les minorités, avoir des pays ethniquement cohérents,

c'était contribuer à la paix. Aujourd'hui les transferts de populations s'appellent du « nettoyage ethnique » et c'est très mal ! Là encore, comme pour l'annexion, une telle politique ferait courir à Israël le risque d'un gigantesque isolement, voire d'une violente condamnation.

La deuxième différence ce sont les nombres. La Nakba concernait 750 000 personnes. Là on parle de plusieurs millions de personnes. On est dans une situation où le quantitatif devient qualitatif. Ce n'est pas simplement qu'ils sont plus nombreux mais, en changeant d'échelle, on change complètement la nature de l'entreprise. Ce n'est plus un transfert de population, c'est quelque chose qui serait d'ailleurs inédit dans l'histoire récente du monde.

La troisième raison qui la rend très difficile, voire impossible, c'est l'attitude des États voisins. Lors de la première Nakba tous les États voisins avaient ouvert leurs frontières et accueilli des réfugiés. Aujourd'hui nous sommes dans une situation où, clairement, aucun des États voisins n'est disposé à accueillir le moindre Palestinien.

On est face au constat difficile que l'hypothèse la plus vraisemblable est celle de la perpétuation de la situation actuelle, une situation incroyablement instable dont on voit mal comment elle pourra être maintenue dans la durée.

Évidemment personne ne peut faire le moindre pronostic sur ce qui va arriver ou ce qui pourrait arriver.

Je crois quand même qu'on peut essayer de faire le point sur un certain nombre de données de la société israélienne. La société israélienne est à l'évidence de plus en plus fracturée- or l'une des forces d'Israël a été la solidité de la solidarité entre les différentes composantes de la société israélienne :

On a des « californiens », ces Juifs qui sont allés en Israël parce que ça leur semblait une idée attrayante de vivre confortablement entre Juifs dans un pays attrayant. C'est une adhésion à un projet de vie et une vision d'Israël un peu irénique qui n'est ni messianique ni idéologique. Or quel est pour eux le futur ? Trois ans de service militaire, des périodes de réserve récurrentes, une certaine insécurité, le risque de conflits récurrents tous les cinq, dix, quinze ans...

Dans l'horreur du 7 octobre, ce qui s'est passé au festival Nova est l'illustration de l'abîme entre cette aspiration à une vie normale et la réalité. Ces gens qui sont

certainement les segments les plus sympathiques de la société israélienne, des jeunes mondialisés qui souhaitent faire la fête comme cela se fait partout dans le monde, et qui dramatiquement la font sous les grilles de Gaza qui est sous le contrôle d'un Hamas prêt au pire. C'est le signe d'une vie en marge de l'univers qui est leur environnement immédiat, de ce qui se passe en Cisjordanie, de la présence même des Arabes qu'ils ne voient probablement jamais, ou très peu.

Ensuite on a l'univers des colons et d'une droite – ou d'une extrême-droite – de plus en plus dure qui, elle aussi, dans ses valeurs, dans ses comportements, est totalement incompatible avec ceux que j'ai appelés les « californiens ».

Il y a un dernier élément qu'on a un peu tendance à mésestimer ou à ne pas mettre dans le viseur (il y avait récemment un très remarquable article dans *Le Monde* d'un économiste et démographe israélien sur le sujet), ce sont les *Haredim*, juifs ultra-orthodoxes, les « fous de Dieu ». Alors que la démographie israélienne est en chute libre, aux environs de 3 enfants par femme (celle des Arabes est aussi en baisse), les *Haredim*, avec 7,2 enfants par femme, représentent actuellement 26 % des naissances et constitueront potentiellement la moitié de la population d'ici une génération. Or ce sont des gens qui vivent dans une bulle, c'est un autre Israël ! C'est donc une autre société israélienne qui est susceptible d'émerger. La démographie ne ment pas. Ceux qui naissent en masse aujourd'hui seront majoritaires dans vingt-cinq ans.

Comment la société israélienne va-t-elle réussir à maintenir sa cohésion ? On a dit qu'Israël n'était pas un État qui avait une armée mais une armée qui avait un État. Comment va s'organiser cette militarisation de la société avec ces « californiens » et ces *Haredim* ? Je ne dis certainement pas qu'Israël court à sa perte mais on a quand même le sentiment d'une impasse politique et de très sérieuses difficultés en train de se profiler au sein de la société israélienne.

L'évolution de la société palestinienne est encore plus difficile à déterminer. Mais il est certain que les jeunes qui ont aujourd'hui entre dix et quinze ans et ont été abreuvés depuis deux ans des images de *Al Jazeera* ne vont pas être dans un état d'esprit pacifiste lorsqu'ils atteindront l'âge adulte. Il n'y a pas de conseil à leur donner mais il me semble que la sagesse pour les Palestiniens serait de renoncer à la violence. À chaque fois qu'ils ont choisi la violence ils ont été

confrontés à une riposte d'une violence encore supérieure. Et à la fin c'est la défaite, avec des souffrances pour les Palestiniens, sans avoir rien obtenu. Il y a d'autres moyens de lutte : la grève, la désobéissance civile mais en tout cas, véritablement, renoncer à la violence.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci infiniment pour ce tableau très saisissant, très profond, très complet et, d'une certaine manière, pour des « non-sachants » comme moi, très original. Vous êtes allé en effet très au-delà du diagnostic de crise en portant l'analyse sur quelques fondamentaux qui sont rarement mis au jour.

Vous finissez d'une part sur la dégradation interne de la société israélienne, en proie à des « fragments » de société trop différents dans le temps long, et d'autre part sur ce qu'on appellerait au contentieux, la « perte de chances » de l'État palestinien dont vous dites clairement qu'il ne verra jamais le jour.

Mais alors, que penser dans la longue durée, que j'ai évoquée très rapidement en introduction, de la position diplomatique, en particulier de la France mais pas seulement, et de la revendication récente par le Président de la République française de la reconnaissance d'un État palestinien, mais aussi par le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie, un certain nombre de pays d'Europe également ? Que penser du réalisme qui s'attache à la position diplomatique consistant à dire : il faut un État palestinien ? C'est un mantra : il doit être dit ou signifié que la France, notamment, a une position qui n'est notamment pas celle des États-Unis ni des amis les plus proches d'Israël.

Mais quelle est la portée réelle de cette position diplomatique ?

JEAN FÉLIX-PAGANON

J'ai dit que je m'efforcerais d'être le plus analytique possible mais là j'y renonce. Ce n'est pas ce qu'il faudrait faire car c'est prendre le problème à l'envers que de reconnaître un État qui n'existe pas et qui risque de rester virtuel. Ce serait grave si cela était un alibi pour ne pas faire tout ce qui pourrait encore être fait.

Il faudrait faire pression pour que la colonisation s'arrête. On parle de sanctions qui sont jusqu'à présent misérables. L'Union européenne porte à bout de bras la colonisation. Israël n'a pas besoin des crédits européens pour faire fonctionner son économie. Mais, en revanche, très sympathiquement, nous finançons la colonisation et l'occupation car, si Israël devait exercer ses responsabilités économiques de puissance occupante, cela aurait pour l'État d'Israël un coût très sérieux. Alors le discours, me semble-t-il, devrait être très simple : Vous avez décidé de façon quasi irrévocable d'avoir un État unitaire de la Méditerranée au Jourdain. Très bien ! Mais sachez que nos valeurs, nos convictions, nous amèneront le jour où vous aurez absolument formalisé cela à nous battre pour exiger l'égalité des droits pour tous ceux qui habitent sur ce territoire. Il me semble que ce serait un discours de courage, de lucidité et d'honnêteté.

Une fois qu'on a dit ça je ne reviens pas sur ce que j'ai dit : il n'y aura pas d'État palestinien. Il faudra donc sans doute se battre pour avoir une espèce d'Oslo ++, ce qui veut dire qu'il n'y a pas de zone C (partie du territoire de Cisjordanie restant sous le contrôle israélien), ça veut dire qu'on ne va pas faire partir de Cisjordanie tous les Israéliens mais il faudra quand même que certaines colonies soient démantelées.

Donc, ne pas se mentir, reconnaître que l'entité qui pourrait naître d'un accord territorial ne serait pas un véritable État, même si on lui donnait les attributs d'un État. Et puis dire très nettement et très fermement que la perpétuation de la situation actuelle, voire son approfondissement à travers des processus qui ressemblent de plus en plus à de l'annexion, se traduiront par la défense de nos valeurs, c'est-à-dire l'égalité des droits.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Seriez-vous choqué si j'ajoutais à cela que pour avoir un État – je ne voudrais pas être insultante envers les Palestiniens opprimés – il faut des hommes d'État, il faut peut-être une histoire qui permette la constitution de la verticalité de l'État. Et ce n'est pas donné à tout le monde. Il est dur d'accuser un peuple qui souffre autant mais il faut peut-être aussi regarder les choses telles qu'elles sont.

JEAN FÉLIX-PAGANON

La Palestine pré-mandataire et mandataire avait une société tout à fait développée. L'*Arab Bank* a été créée par un homme d'affaires palestinien. C'était une sorte de petit Liban. Donc les élites palestiniennes existent.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Il y a des élites certes mais le sens de l'État c'est autre chose. Je ne veux pas accabler les Palestiniens qui par ailleurs sont traités d'une manière abominable. Mais la capacité de créer un État est fondée sur l'histoire : leur offre-t-elle, dans leur cas, cette capacité ?

DENIS BAUCHARD

Je partage tout à fait l'analyse de Jean Félix-Paganon. J'évoquais tout à l'heure le déplacement que j'avais fait en Israël en 2006 et le fait que pour mes interlocuteurs, qu'il s'agît d'officiels israéliens ou de *think tanks*, il n'y avait plus de question palestinienne, en tout cas on ne parlait plus d'État ; on parlait du risque existentiel représenté par l'Iran. J'avais d'ailleurs écrit un papier pour l'IFRI soulignant le fait que la perspective d'un État palestinien était de plus en plus problématique, notamment pour des raisons de terrain que Jean Félix Paganon a très bien analysées. En fait jamais Israël n'acceptera que la rive droite de la vallée du Jourdain – la zone C - fasse partie d'un État palestinien, pour des raisons de sécurité. D'autre part, compte tenu du développement des colonies de peuplement il était clair que personne, même un État d'Israël ouvert au règlement de la question palestinienne, ne prendrait la responsabilité de déménager la population des colonies dont certaines représentent 50 000 habitants. On se souvient peut-être de la difficulté que Sharon a rencontrée pour évacuer les 7 000 colons qui étaient installés sur la bande de Gaza. Il est impensable qu'un gouvernement israélien, quel qu'il soit, prenne la responsabilité de faire un tel déménagement. L'État palestinien, si tant est qu'il ait été une perspective politiquement possible, est mort-né. Certes les pays occidentaux, y compris aux États-Unis jusqu'à une date récente, continuent de développer cette idée. C'est

un moyen de se donner bonne conscience. Le seul espoir qu'on puisse avoir c'est que les Palestiniens puissent obtenir l'égalité des droits. Mais Israël n'acceptera jamais que l'État perde son caractère juif. Tout ceci dépasse la personnalité de Netanyahou et son successeur, quel qu'il soit, maintiendra une telle ligne.

JEAN FÉLIX-PAGANON

À propos de responsabilité et d'hypocrisie n'oublions pas les États arabes. Il n'y a pas que les Européens. Si les États arabes se vautrent dans la « création » de l'État palestinien c'est précisément pour ne pas faire autre chose. Or on pourrait attendre davantage d'eux que des Européens.

Débat

JEAN-PAUL PLANCHOU

Partageant pour l'essentiel leurs analyses, je suis convaincu par les propos des deux orateurs. Je ne sais, Mr Félix-Paganon, si l'évocation de Schlomo Sand dans ce débat vous fera plaisir mais je constate que vous proposez des résolutions très voisines sur le fond. Lui aussi a abandonné la perspective des deux États, et si on y regarde de plus près, d'éminents travaillistes, avant même la déclaration d'indépendance, paraissent convaincus par l'objectif à long terme d'un État à caractère binational. D'ailleurs les dirigeants travaillistes en majorité ne s'opposent pas, dans les années 70, au mouvement des colonies en Cisjordanie. Comme vous le dites, ça vient de loin, et il faut, en effet, partir des réalités, partir des hommes. Or, il y a un facteur qui me semble déterminant pour l'évolution d'Israël, c'est la croissance démographique extrêmement rapide des ultra-orthodoxes, compte tenu de leurs positions radicales vis-à-vis de l'armée et de l'activité économique. C'est donc une société à venir plus troublée et plus fragile encore qu'on peut le penser aujourd'hui.

Du côté palestinien je rejoins la remarque de Marie-Françoise Bechtel. On peut disposer d'hommes de grand talent, d'une grande culture, qui ne maîtrisent pas pour autant une science approfondie de l'exercice étatique. Mais, me direz-vous,

eu égard à la remarque faite sur l'évolution de la société israélienne, les Palestiniens n'ont plus qu'à attendre. Faut-il encore qu'ils en aient la patience ! Et pour que le peuple s'en convainque, il faut des *leaders* qui la diffusent, et ce mouvement culturel exige du temps, peut-être même beaucoup de temps. Cette phase risque d'être très pénible. En tout cas, depuis le retour de Netanyahou au pouvoir et, à tout le moins, depuis ses déclarations de 2012-2013, et compte tenu de l'appui constant des États-Unis, on ne voit pas comment la solution des deux États pourrait advenir. Je crois donc, Mr Félix-Paganon, que vous avez raison, il ne faut pas se mentir.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

« Ne pas se mentir ». Je crois qu'on peut effectivement retenir votre formule.

NICOLAS NORMAND

Je remercie les intervenants et je crois que la présentation de Jean Félix-Paganon sur l'avenir d'Israël était d'une logique absolument imparable et parfaitement exhaustive.

Cela étant, ne pourrait-on imaginer quelque chose – qui n'existe pas et n'a pas de précédent véritable – qui ressemblerait vaguement à un apartheid... sans les inconvénients de l'apartheid si on peut défendre une telle solution. Le cas de l'apartheid est assez différent parce que les Africains avaient une citoyenneté liée aux Bantoustans, régions réservées aux populations noires et qui jouissaient d'une certaine autonomie. Ce n'est pas une bonne formule.

Il faudrait peut-être imaginer deux statuts pour les citoyens d'un grand Israël ayant annexé – s'il n'y a pas d'État palestinien – les territoires occupés. La population arabe de ces territoires accèderait à la citoyenneté israélienne comme c'est déjà le cas d'une partie d'entre eux puisqu'il existe des Arabes israéliens. Mais améliorer le statut des Arabes israéliens, leur donner un statut spécial, avoir une sorte d'État confédéral où il y aurait des organes qui représenteraient les Palestiniens d'origine arabe au sein de l'État d'Israël pour défendre leurs droits minoritaires (qui pourraient à terme représenter la moitié de la population, voire devenir majoritaires, selon l'évolution de la démographie). Avoir dans le même

pays deux statuts qui ne soient pas antagonistes, hostiles l'un à l'autre, où il n'y ait pas une partie de la population, les Palestiniens, qui soit opprimée, dominée par l'autre. On aurait quand même un État juif puisque les Juifs s'y retrouveraient, leur citoyenneté étant représentée en tant que telle dans les instances, dans les nouvelles institutions qu'il faudrait mettre en place. La communauté palestinienne arabe aurait aussi ses institutions qui les défendrait et leur donnerait des droits un peu différents de ceux des autres. Par exemple, dans l'armée il faudrait trouver une formule adéquate. De même pour le vote du Premier ministre, etc. Il faudrait peut-être un adjoint du Premier ministre qui représente les Palestiniens, un vice-président qui représente les Palestiniens, quelque chose de ce genre.

Ce n'est pas non plus le modèle libanais qui n'est pas un bon modèle où les communautés ont un partage du pouvoir.

Il faudrait donc quelque chose qui n'a pas de précédent. Peut-être faudra-t-il inventer un modèle particulier.

JEAN DE GLINIASTY

Je partage entièrement les conclusions de Jean Félix-Paganon : c'est fichu ! Il faut dire les choses. Toutefois je serais moins sévère que lui vis-à-vis de nos positions diplomatiques.

Pourquoi est-ce fichu ? Parce que tout le monde, y compris tous les gouvernements arabes, a lâché les Palestiniens. Le jour où a eu lieu une manifestation de soutien aux Palestiniens au Caire ça s'est terminé par des insultes à l'égard du maréchal Sissi... et depuis il n'y en a plus une seule. Tant que les gouvernements arabes tiennent leurs populations personne ne lèvera le petit doigt en faveur des Palestiniens.

Dans le monde il n'y a que la France. Nous avons sauvé Arafat une fois, nous avons sauvé Arafat deux fois. Nous avons fait à l'époque la déclaration de Venise. C'est la France qui l'avait faite. C'est tout à notre honneur mais seul contre tous on ne fait rien. J'ai été étonné que Keir Starmer, Premier ministre britannique, se rallie à l'initiative et reconnaisse l'État palestinien. Reconnaître l'État palestinien est en effet un signe de reconnaissance morale. Je ne crache pas dessus, je suis content que la France l'ait fait.

Mais il faut reconnaître que cette histoire, au Moyen-Orient, est un clou supplémentaire sur notre notion du droit international, c'est un élément supplémentaire pour dire que finalement les rapports de force sont déterminants dans l'établissement des équilibres mondiaux.

Un troisième élément pourrait être une petite lumière. Beaucoup de choses sont solubles dans l'argent. On critique beaucoup Trump quand il dit qu'il va inonder la région de cet argent, et que l'État palestinien pourrait connaître l'abondance. Ce n'est pas si idiot que ça. Les Palestiniens sont un peuple industriel et intelligent qui, si on lui donne vraiment beaucoup d'argent, va peut-être faire quelque chose.

C'est donc un autre monde qui s'ouvre maintenant. Mais il est vrai qu'après Gaza, après le 7 octobre ce ne sera plus la même chose. L'Europe est bien entendu complètement hors du coup, la France est complètement hors du coup et, finalement, c'est le règne d'une sorte de capitalisme pacificateur qu'incarne Trump.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Votre intervention nous fait revenir sur le plan Trump que les deux orateurs ont largement évacué comme finalement superficiel, Trump devant se tourner vers d'autres zones du monde, comme il a coutume de le faire, zone par zone. Mais en réalité nous revenons avec l'intervention de Jean de Gliniasty, à cette idée que l'argent peut beaucoup de choses. On a vu se dresser de nouveaux États, c'est quand même impressionnant : on sait bien d'où vient l'argent des monarchies pétrolières du Golfe, bien sûr, mais ce sont maintenant, pour le coup, des États qui se comportent comme tels. Avec, cela a été souligné, la possibilité pour eux d'aller regarder du côté des BRICS et de faire du multi-alignement, ce qui rajoute peut-être une donnée supplémentaire au problème.

JEAN MENDELSON

Je n'ai jamais eu professionnellement à traiter les questions du Proche-Orient, mais je partage largement les propos que vient de tenir Jean de Gliniasty et le

pessimisme de Jean Félix-Paganon. J'ajouterai toutefois un bémol. Elie Barnavi estimait voici quelques mois que l'évacuation du noyau dur des colonies est impossible sauf affrontement énorme mais que, dans l'ensemble, l'évacuation des colonies est faisable. J'ai cependant l'impression que, depuis un an, il a été gagné par le pessimisme.

L'argent peut-il tout dissoudre ou contribuer à régler les problèmes ? On a quand même assisté depuis deux ans à l'explosion d'une « sainte haine », et je ne sais pas si l'argent réglera le problème de la haine ainsi semée.

On n'a pas du tout prononcé le mot « antisémitisme » qui circule toujours autour de ce débat sur le Proche-Orient. Comme on le sait, que l'on soit pape, Secrétaire général des Nations unies ou Président français, on est taxé d'antisémitisme dès qu'on critique Israël. Bien peu de choses font de vous un antisémite... J'ai retrouvé une citation d'Henrik Erlich, le dirigeant du Bund, le parti socialiste juif créé à la fin du XIX^e siècle et très actif dans le mouvement ouvrier de l'entre-deux guerres, qui disait ceci en 1933 : « *Lorsque les sionistes s'adressent au monde non juif, ils se présentent comme d'éminents démocrates. Ils décrivent la Palestine d'aujourd'hui et de demain comme un modèle de liberté et de progrès. Mais si un État juif est un jour fondé en Palestine, son climat spirituel sera le suivant : une peur éternelle de l'ennemi extérieur (les Arabes), une lutte sans fin contre l'ennemi intérieur (les Arabes) pour chaque petit lopin de terre, pour le moindre poste de travail. Est-ce là le genre de climat dans lequel les libertés, la démocratie et le progrès peuvent s'épanouir ? N'est-ce pas au contraire le climat dans lequel prospéreront chauvinisme et tendances les plus réactionnaires ?* »⁵ Ce bundiste lui-même sera assassiné pendant la guerre par Staline, le stalinisme des années 1950 étant l'exemple d'un antisionisme servant de feuille de vigne à l'antisémitisme, comme on en trouve malheureusement beaucoup aujourd'hui dans le monde arabe.

Personne ne se souvient peut-être de cette vieille brochure intitulée *La vieille France*⁶, d'un certain Urbain Gohier, se disant « monarcho-syndicaliste » passé à l'extrême-droite et au pétainisme. S'y exprime l'antisémitisme absolu, le plus délirant : *Joffre et son juif, Les juifs préfèrent les éditions ... je passe ...* On y trouve quand même une définition merveilleuse du sionisme d'extrême-droite, dans ce slogan qui date donc de 1922 : « *Il n'y a pas des mauvais Juifs, il n'y a pas*

⁵ Cité dans Mark Mazower, *Antisémitisme. Métamorphoses et controverses* (La Découverte, 2025)

⁶ Revue *La Vieille France*, n°278 (25 mai -1^{er} juin 1922)

des bons Juifs. Il y a des Juifs comme il y a des Prussiens. Et comme la place des Prussiens est en Prusse, la place des Juifs est en Palestine. Qu'ils nous foutent le camp et la paix après nous avoir restitué 200 milliards sortis de nos poches. » Voilà comment on pouvait être sioniste et totalement antisémite d'extrême-droite. Je trouvais que ça valait la peine d'être mentionné.

Je n'ai pas travaillé sur le Proche-Orient mais j'ai bien connu cette région avant d'entrer au ministère. Mon premier voyage avait été à Jerash, au nord d'Amman, en 1969, et j'y suis retourné en 1981. Lors de mon premier séjour, le camp de réfugiés était encore contrôlé par le Fatah (OLP), et je n'ai jamais entendu les gosses dire autre chose que « sionistes » ou « Israéliens ». Une génération après ils ne disaient plus que « Juifs ». Il n'y avait plus l'OLP, il n'y avait plus le Fatah autour des enfants du camp il y avait les agents de l'UNWRA et les Jordaniens. Et ce n'étaient plus « les Israéliens » ni « les sionistes », c'étaient « les Juifs », dans les propos des enfants. Cette dramatique confusion verbale s'est développée par la suite massivement dans l'ensemble du monde arabe et pas seulement chez les Palestiniens, et elle n'est malheureusement pas demeurée verbale.

Tout le monde se souvient de l'énorme manchette de France Soir, *Les Égyptiens attaquent Israël*, en juin 1967. Je passais alors mon bac. Ma génération a été bercée par une série de slogans tout aussi mensongers : il y avait *Une terre sans peuple pour un peuple sans terre*, ou *On a fait fleurir des orangers dans le désert*. Il est extraordinaire de voir comment ce sujet demeure sensible. Il y a six mois, dans la revue très peu subversive *Questions internationales*, j'ai commis un petit papier, très académique et nullement polémique, sur les Palestiniens d'Amérique latine⁷, notamment les deux plus grosses communautés palestiniennes en dehors du monde arabe, qui sont la chilienne, 500 000 personnes, et l'hondurienne, 250 000 personnes qui sont très majoritairement chrétiens. J'ai expliqué dans cet article qu'au début du XIX^e siècle, la Palestine était une terre d'immigration grâce, notamment, au succès des agrumes de Jaffa. Et j'avais illustré cela, en bas de page, par une citation du général en chef de l'armée française (Bonaparte) dépeignant la région en ces termes dans une lettre au général Desaix, envoyée de Gaza et datée du 9 ventôse an VII (27 février 1799) : « *Les citronniers, les forêts d'oliviers, les inégalités de terrain représentent parfaitement le paysage du Languedoc. L'on*

⁷ « Les Palestiniens, une nation en quête d'État », *Questions Internationales* n°129, février-mars 2025.

croit être du côté de Béziers. » Quel crime n'avais-je pas commis : je remettais en cause le fait que ce sont les colons juifs qui avaient fait fleurir des orangers dans le désert !

Il faut dire que le président et le gouvernement français ont adhéré officiellement en 2019 à une définition de l'antisémitisme établie en 2016 par l'IHRA (acronyme anglais de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste) qui risque, dans sa recherche d'une « définition opérationnelle de l'antisémitisme », de contribuer à la confusion entre antisémitisme et antisionisme. Cette définition est remise en cause par la Déclaration de Jérusalem sur l'antisémitisme (*Jerusalem Declaration on Antisemitism*, JDA), beaucoup moins connue, hélas ! Rédigée en 2020, elle affirme par exemple que « *critiquer le sionisme ou s'y opposer en tant que forme de nationalisme ou plaider pour la mise en place de différents types de solutions constitutionnelles pour les Juifs comme pour les Palestiniens dans la région située entre le Jourdain et la Méditerranée* » ne relève pas de l'antisémitisme.

Mais il est vrai que dans nos pays, dès qu'on aborde ce sujet, il nous explose en pleine figure.

Cela montre à quel point ce genre de sujet doit être traité sans oublier ce monde intellectuel dans lequel on vit et où on n'est pas toujours libre de dire ce qu'on pense.

Merci.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci infiniment.

Votre intervention me suggère un sujet que j'aimerais voir aborder : quelle va être l'influence de cet ensemble de conflits et de l'état dans lequel se trouve aujourd'hui le Moyen-Orient, et plus particulièrement l'État d'Israël incluant les Palestiniens, sur l'autre rive de la Méditerranée, en particulier sur notre pays dont la population d'origine juive ou arabe est la plus importante des pays d'Europe (jamais je ne parlerai de communauté juive, nous sommes dans une fondation

républicaine, nous ne connaissons que des citoyens) ? Les horreurs qui ont été commises sont documentées et, on peut le penser, seront dénoncées de plus en plus dans le temps. Que peut-on envisager du résultat de tout cela sur les déchirements à venir, surtout dans un pays comme le nôtre ?

DENIS BAUCHARD

Je ne suis pas très optimiste parce que je pense que la situation actuelle va perdurer. Elle va perdurer parce qu'il y a eu une évolution de la vie de politique intérieure israélienne évidente depuis l'indépendance. En effet, le centre de gravité de celle-ci est passé de la gauche au centre, puis à la droite et maintenant à une coalition de droite radicale et d'extrême-droite. Ceci reflète une évolution de la société israélienne liée à l'influence croissante des sépharades venus notamment des pays du Moyen-Orient qui ont une position extrêmement dure à l'égard des pays arabes compte tenu des humiliations ou discriminations qu'ils ont connues. Cette évolution est due également à l'arrivée des juifs d'Union soviétique qui ont rejoint massivement le vote Likoud. Enfin, le développement des mouvements messianiques de l'extrême-droite israélienne, un sionisme religieux et expansionniste, jouent dans le même sens. Vous avez évoqué le mot « clivage ». En fait Israël connaît une crise intérieure profonde antérieure au 7 octobre qui inquiète la classe politique mais également dans le monde universitaire. On évoquait Élie Barnavi qui à la fin des Mémoires qu'il a publiés avant le 7 octobre dit explicitement qu'il y a pour Israël un risque de guerre civile.

Il est clair qu'en France, avec un nombre important de citoyens juifs et un nombre important de citoyens musulmans, tout ce qui se passe en Israël a des répercussions de politique intérieure – nous le voyons en ce moment. Cet impact est que contrairement à d'autres pays les États-Unis, il y a tout de même une grande osmose entre le CRIF, représentant institutionnel des juifs de France, et le gouvernement israélien. Le CRIF, qui peut apparaître à tort ou à raison comme représentatif, a appuyé la politique des gouvernements israéliens quels qu'ils soient. Il n'y a pas une once de critique à l'égard de la politique de Netanyahou dans le passé ni dans le présent. Ceci détonne par rapport aux communautés juives d'autres pays, en particulier celle des États-Unis dont les institutions représentatives très influentes prennent leurs distances par rapport à ce qui se passe actuellement.

Je ne suis donc pas très optimiste sur la suite des événements avec le risque d'un impact en termes de politique intérieure en France.

JEAN FÉLIX-PAGANON

Malheureusement, il y a une radicalisation et une communautarisation à la fois des Juifs de France et des Musulmans de France, c'est incontestable.

Il est intéressant de relever qu'au début du sionisme les Juifs de France et les Juifs d'Allemagne étaient antisionistes, sur le mode : nous sommes Français et accessoirement Juifs, comme il y a des Français qui sont Bretons, catholiques... Les Allemands ont dit la même chose. Le premier Congrès juif mondial devait être organisé en Allemagne, ce qu'a refusé la communauté juive allemande : Pas chez nous, allez ailleurs ! C'est pourquoi le premier Congrès juif mondial a eu lieu en Suisse.

On voit donc la fantastique régression collective. Cela ne relève pas de la seule responsabilité des juifs, il y a aussi une responsabilité collective à la fois des Musulmans de France et de la société française qui alimente, d'une certaine façon, une forme d'antagonisme.

Les médias ont une responsabilité gigantesque. La manière dont on a pratiquement refusé de couvrir ce qui se passait à Gaza est absolument scandaleuse. À la même époque je faisais des missions en Afrique, au Mozambique, la télévision était inondée des nouvelles de *Al Jazeera* toute la journée. La façon dont on a couvert la libération des otages, très bien ! Mais pas un mot, de toute cette matinée, sur les souffrances des Palestiniens. On parlait quand même de 20 personnes d'un côté et de 57 000 de l'autre, dont des milliers d'enfants. Comment voulez-vous que les Musulmans de France qui regardent ça ne soient pas indignés ! Dans quel pays sommes-nous ? Les quatre chaînes d'info continue faisaient exactement la même chose. Et ce n'est pas la faute du CRIF !

SOUÂD AYADA

Les musulmans de France ne regardent plus, depuis longtemps, les chaînes françaises d'information. Leur poste de télévision est branché sur les chaînes de leur pays d'origine et sur *Al Jazeera* qui, depuis l'attaque d'Israël par le Hamas du

7 octobre 2023, a retrouvé une audience remarquable. La chaîne qatarie suit au plus près, du point de vue des victimes palestiniennes, les événements à Gaza et elle diffuse en continu des images de civils ensanglantés, d'enfants rachitiques et affamés, etc. Au choc des images s'ajoutent des commentaires qui réactivent une terminologie extrêmement chargée, religieusement. On ne parle plus de morts mais de martyrs – le vocabulaire se raréfie et se polarise – et tous les morts sont des martyrs, les témoins d'un jihad mené contre l'ennemi... *Al Jazeera* nourrit quotidiennement l'exacerbation du conflit et elle le présente, hélas, comme indépassable. Chez les musulmans de France, je crains que nous ne touchions dorénavant à quelque chose d'irréconciliable, tant la haine d'Israël s'est radicalisée au point de se confondre avec la haine des juifs.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Qu'est-ce qui va attendre les générations qui nous suivent ? Nous parlions en commençant du court-termisme du plan Trump – que vous avez d'ailleurs assez rapidement et justement évacué avec vos analyses – alors, pour le coup, qu'est-ce qui nous attend à moyen et long terme ? L'intrication de l'idéologie, d'une certaine forme de foi, de l'évolution globale des mentalités et des faits brutaux en eux-mêmes qui sont derrière, tout cela va se mêler un jour. L'école ne peut pas tout faire et ne sera pas en position de démêler tout cela et d'arriver à une pédagogie telle que nous pourrions espérer dans notre République et non pas dans de futures « communautés » pleines de haine les unes à l'égard des autres avec le prix payé par l'ensemble de la population.

Sur cette remarque peu optimiste je vais conclure en remerciant très chaleureusement les deux intervenants et aussi les « sachants » du public qui ont dit des choses qu'on n'entend pas souvent, que nous serons heureux de publier et de faire connaître le plus largement possible.

Merci à tous.

PUBLICATIONS RÉCENTES

LE NOUVEAU MONDE EST-IL SI NOUVEAU ?

Colloque du mardi 23 septembre 2025

ENJEUX SÉCURITAIRES, UN DÉFI RÉPUBLICAIN

Colloque du mardi 6 mai 2025

QUELLE ARCHITECTURE DE SÉCURITÉ EN EUROPE ?

Colloque du mercredi 26 mars 2025

L'AVENIR DE LA RELATION FRANCO-AFRICAINE

Séminaire du mardi 25 février 2025

L'AVENIR DE L'EUROPE : QUE PENSER DE LA « COMMUNAUTÉ POLITIQUE EUROPÉENNE » ?

Colloque du mardi 28 janvier 2025

L'AVENIR DE L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE : QUE PENSER DES RAPPORTS NOYER ET DRAGHI ?

Colloque du mercredi 27 novembre 2024

COMMENT LES INSTITUTIONS DE LA VE RÉPUBLIQUE PEUVENT-ELLES ÉVOLUER ?

Colloque du mardi 15 octobre 2024

LAÏCITÉ : DÉFIS INTERNES, DÉFIS EXTERNES

Colloque du mercredi 24 avril 2024

QUELLE POLITIQUE ÉTRANGÈRE POUR LA FRANCE ?

Colloque du jeudi 21 mars 2024

OCCIDENT COLLECTIF, SUD GLOBAL : QU'EST-CE À DIRE ?

Colloque du mardi 20 février 2024

L'AVENIR DE LA RELATION FRANCO-POLONAISE

Colloque du mercredi 24 janvier 2024

QUEL AVENIR POUR L'EUROPE ?

Séminaire du mardi 19 décembre 2023

LA FRANCE FACE AUX MUTATIONS DU TRAVAIL

Colloque du mercredi 8 novembre 2023

LA JEUNESSE FRANÇAISE FACE AUX GRANDS DÉFIS DE LA NATION

Colloque du mardi 26 septembre 2023

LA FRANCE ET SES ÉLITES

Colloque du mardi 20 juin 2023

EUROPE, ÉTAT DE DROIT ET SOUVERAINETÉ NATIONALE

Séminaire du lundi 15 mai 2023

L'AVENIR DE LA FILIÈRE NUCLÉAIRE FRANÇAISE

Séminaire du mercredi 29 mars 2023

OÙ VA L'ITALIE ?

Séminaire du mardi 21 mars 2023

QUEL AVENIR POUR LA DÉFENSE FRANÇAISE ?

Colloque du lundi 13 mars 2023

LE DÉFI DU REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

Colloque du mardi 13 janvier 2023

LA RÉPUBLIQUE ET SES RÉGIONS

Colloque du mardi 6 décembre 2022

L'AVENIR DE LA LANGUE FRANÇAISE

Colloque du mardi 15 novembre 2022

**TABLE RONDE AUTOUR DES IDÉES DE FRANCIS FUKUYAMA ET DE
SAMUEL HUNTINGTON**

Séminaire du mardi 25 octobre 2022

LA GUERRE D'UKRAINE ET L'ORDRE DU MONDE

Colloque du mardi 27 septembre 2022

LA RÉPUBLIQUE FACE À LA DÉCONSTRUCTION

Colloque du mardi 8 mars 2022

**FRANCE-ALLEMAGNE : CONVERGENCES ET DIVERGENCES DES
INTÉRÊTS FONDAMENTAUX À LONG TERME**

Colloque du mardi 15 février 2022

LA DETTE

Séminaire du jeudi 20 janvier 2022

**LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE DANS LES DEUX
DERNIÈRES DÉCENNIES : BILAN ET PERSPECTIVES**

Colloque du mardi 7 décembre 2021

ÉCOLOGIE ET PROGRÈS

Colloque du mercredi 24 novembre 2021

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, UN ENJEU POUR DEMAIN

Colloque du jeudi 21 octobre 2021

QUELLES INSTITUTIONS POUR DEMAIN ?

Colloque du mercredi 22 septembre 2021

**LA FORMATION DES PROFESSEURS DES ÉCOLES, UN ENJEU MAJEUR
POUR LE XXI^E SIÈCLE**

Colloque du mercredi 19 mai 2021

NOTES, ÉTUDES ET ENTRETIENS :

Parues récemment :

- **Oscar Bockel et Tristan Claret-Trentelivres**, hauts fonctionnaires et anciens auditeurs du premier cycle de l'Institut républicain du service public (IRSP), « **Pour un renouveau démographique : la stratégie du troisième enfant** », novembre 2025.
- **Jean-Éric Schoettl**, secrétaire général du Conseil constitutionnel de 1997 à 2007, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Le référendum, réalité ou mirage de la V^e République ?** », mai 2025.
- **Arnaud Montebourg**, ancien ministre de l'Économie, du Redressement productif et du Numérique, « **Europe et souveraineté nationale : où en est-on, que faudrait-il faire ?** », note accompagnée de commentaires de **Marie-Françoise Bechtel** et de **Jean-Éric Schoettl**, avril 2024.
- **Alain Billecoq**, philosophe, ancien inspecteur de philosophie et professeur agrégé en classes terminales et préparatoires, auteur de nombreux ouvrages sur Spinoza, « **Laïcité et tolérance : en finir avec une équivoque** », janvier 2024.
- **Philippe Guittet**, ancien secrétaire général de SNPDEN-UNSA (2002-2009), « **Ré-instituer l'école de la République** », revue *Direction*, n°285, juillet 2023.
- Conversation entre **Marie-Françoise Bechtel** et **Stéphane Rozès**, à partir de son dernier ouvrage *Chaos. Essai sur l'imaginaire des peuples* (Le Cerf, 2022), « **Réparer les imaginaires nationaux** », mai 2023.
- **Jean-Éric Schoettl**, « **La souveraineté nationale à l'épreuve de la notion européenne d'État de droit** », version actualisée publiée en février 2022.
- **Benjamin Morel**, président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Enquête sur le rapport des Français à l'Histoire, à l'Armée et à l'Europe** », enquête du laboratoire d'études de l'opinion « Cluster 17 » réalisée en partenariat avec la Fondation Res Publica, novembre 2022.
- **Matthieu Lahaye**, spécialiste des questions éducatives et membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Remettre l'École au cœur de la République** », mars 2022.

NOTES DE LECTURE :

Parues récemment :

- « **L'homme démantelé – comment le numérique consume nos existences** », note de lecture de l'ouvrage de Baptiste Detombe *L'homme démantelé : Comment le numérique consume nos existences* (Artège, 2025), par Joachim Le Floch-Imad, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **La Grande Rupture : 1989-2024** », note de lecture de l'ouvrage de Georges-Henri Soutou *La Grande Rupture : 1989-2024* (Tallandier, 2024), par Alice Le Coustumer.
- « **La splendide promesse – Mon itinéraire républicain** », note de lecture de l'ouvrage de Danièle Sallenave, *La splendide promesse – Mon itinéraire républicain* (Gallimard, 2025), par Souâd Ayada, philosophe, correspondante de l'Académie des sciences morales et politiques, membre du conseil d'administration de la Fondation Res Publica.
- « **Marcel Gauchet, défricheur et semeur** », note de lecture de l'ouvrage de Marcel Gauchet, *Le nœud démocratique : Aux origines de la crise néolibérale* (Gallimard, 2024), par Marie-Françoise Bechtel, présidente de la Fondation Res Publica.
- « **France, une diplomatie déboussolée** », note de lecture de l'ouvrage de Jean de Glinasty, *France, une diplomatie déboussolée* (L'inventaire, 2024), par Marie-Françoise Bechtel.
- « **La tentation de Mars : Guerre et Paix au XXI^e siècle** », note de lecture de l'ouvrage de Ghassan Salamé, *La tentation de Mars : Guerre et Paix au XXI^e siècle* (Fayard, 2024), par Thomas Brignol.
- « **La Corse, une autonomie en question** », note de lecture de l'ouvrage de Michel Vergé-Franceschi, *La Corse, une autonomie en question* (Passés composés, 2024), par Thomas Brignol.
- « **La défaite de l'Occident** », note de lecture de l'ouvrage d'Emmanuel Todd, *La défaite de l'Occident* (Gallimard, 2024) par Jean-Yves Autexier, vice-président de la Fondation Res Publica.
- « **De Gaulle, une vie : l'homme de personne, 1890-1944** », note de lecture de l'ouvrage de Jean-Luc Barré, *De Gaulle, une vie : l'homme de personne, 1890-1944* (Grasset, 2023), par Joachim Le Floch-Imad.

SOUTENEZ LA FONDATION RES PUBLICA !

Pour nourrir sa réflexion et conduire sa mission d'irrigation du débat intellectuel et d'aide à la décision publique, la Fondation Res Publica a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Leur aide est particulièrement précieuse dans un contexte de réduction de l'aide que la Fondation perçoit de l'État, en raison de restrictions budgétaires de plus en plus fortes.

La Fondation étant reconnue d'utilité publique par décret du 30 décembre 2005, les versements que vous lui accorderez vous feront bénéficier d'un avantage fiscal conséquent.

Pour les particuliers :

Impôt sur le revenu (IR) : la loi de finances permet **une déduction de l'impôt sur le revenu de 66 % du montant de vos dons** dans la limite de 20 % du revenu imposable (pour un don de 1000 euros, vous pouvez par exemple déduire 660 euros de votre IR)

Impôt sur la fortune immobilière (IFI) : la loi permet **la déduction de l'impôt sur la fortune immobilière de 75 % du montant de vos dons** dans la limite de 50 000 euros (pour un don de 1 000 euros, vous pouvez déduire 750 euros de votre IFI)

Pour les entreprises, les organismes et les associations :

Impôt sur les sociétés (IS) : la loi de finances permet une déduction de vos dons de l'impôt sur les sociétés (ou IR pour les sociétés de personne), **à hauteur de 60 %**, dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans).

Un don supérieur ou égal à 200 euros vous permettra par ailleurs de recevoir à votre adresse les « Cahiers » de la Fondation Res Publica.

Avec tous mes remerciements,

Jean-Pierre Chevènement

Contact : +33 (0)1 45 50 39 50 ; fondationrespublica@gmail.com.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

☎ 01.45.50.39.50

fondationrespublica@gmail.com

Achevé
d'imprimer
en décembre 2025